

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le **26 AOÛT 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CESCHIN PATRICK SA

Chemin de Toisy

89460 BAZARNES

Références : **220597**
Code AIOT : 0005400758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement CESCHIN PATRICK SA implanté Le Chatelet 89460 DEUX RIVIERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'UID 58/89. Lors de cette visite, le site n'était pas en activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CESCHIN PATRICK SA
- Le Chatelet 89460 DEUX RIVIERES
- Code AIOT : 0005400758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation contrôlée est une carrière destinée à l'extraction d'arènes calcaires, principalement destinées pour les opérations de remblayage, autorisée à raison d'une production annuelle de 8 000 tonnes en moyenne et de 16 000 tonnes au maximum.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bornage	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 13	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Information du public	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 14	/	Sans objet
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 22.1	/	Sans objet
7	Mesures acoustiques	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 30.3	/	Sans objet
8	Méthode d'exploitation	AP Complémentaire du 10/07/2017, article 3.1	/	Sans objet
9	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 33	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de la carrière est faible (selon l'exploitant, la production annuelle moyenne s'élève à 400 tonnes au maximum).

Les enjeux environnementaux liés à cette activité sont donc limités. Toutefois, des manquements à l'arrêté préfectoral ont été observés.

Ces manquements concernent principalement le bornage, le remplacement du panneau d'information au public à l'entrée du site, le non-respect de la périodicité des contrôles des niveaux sonores, le non-respect de la mise à jour annuelle du plan topographique de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 13
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34.1 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé.
Constats : Les bornes du site sont localisées sur le plan topographique du 28/04/2016. Toutefois, au cours de la visite, celles-ci n'ont pu être observées du fait de la végétation. Cette non-conformité avait déjà été constatée lors des précédentes inspections en 2010 et 2015. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier de l'existence de ces bornes par la transmission de photographies et de veiller à ce qu'elles demeurent en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité. Il lui est en outre rappelé de veiller à leur bon entretien de manière à ce qu'il puisse identifier le périmètre d'autorisation de son site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 14
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau a pu être observé en entrée de carrière le jour de la visite. Toutefois, ayant été vandalisé, il ne comporte plus les informations requises. L'exploitant s'est engagé à le remplacer à court terme. Il devra fournir à l'inspection la preuve de son remplacement dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 22.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction se fait sur une épaisseur maximale de 40 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 148 m NGF.
Constats : L'extraction se fait sur une épaisseur maximale d'environ 31 mètres d'après les déclarations de l'exploitant. Le dernier plan topographique de la carrière du 28/04/2016 présenté au cours de la visite indique que l'extraction a respecté la cote minimale de 148 m NGF. Toutefois, l'absence de plan de suivi d'exploitation à jour ne permet pas de vérifier que la cote minimale de profondeur d'exploitation soit réellement respectée à ce jour (voir point n° 9).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 25
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 25.1 - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas. 25.2 - Le stockage d'hydrocarbures et l'entretien des engins sont interdits.
Constats : L'inspection a constaté l'absence d'une aire étanche sur le site. L'exploitant indique qu'en raison de la faible activité de la carrière (environ 400 tonnes au maximum par an nécessitant une vingtaine d'interventions par camion), le ravitaillement et l'entretien des engins ne sont jamais effectués sur place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 30.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les contrôles des niveaux sonores et du respect de l'émergence dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers doivent être réalisés dès l'ouverture de la carrière, puis tous les trois ans.
Constats : Le rapport de mesures des niveaux sonores, en date du 31/08/2015, justifie du respect des valeurs limites réglementaires. L'exploitant indique qu'aucun contrôle n'a été réalisé depuis cette date. Il est demandé à l'exploitant de procéder à une nouvelle mesure de la situation acoustique (niveau sonore en limite de propriété et émergence) lors d'une campagne d'extraction dans un délai d'un an. Il lui est en outre rappelé de veiller à respecter la périodicité de 3 ans entre chaque campagne de bruit.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2017, article 3.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Après réalisation de la découverte, les matériaux sont extraits à la pelle mécanique par les fronts intermédiaires et inférieurs, en laissant en place des gradins d'une hauteur, de haut en bas, de 9, 10 et 12 m, séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 5 m.
Constats : L'exploitant indique que les matériaux sont extraits à la pelle mécanique par les fronts inférieurs. Visuellement, les banquettes ont une largeur supérieure à 5 m. L'absence de plan de suivi d'exploitation à jour ne permet toutefois pas de s'assurer du respect de la hauteur des gradins.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 33
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,- la position des fronts,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état. Ce plan est mis à jour un fois par an.
Constats : L'exploitant a présenté son dernier plan de suivi annuel d'exploitation au titre de l'année 2016. Celui-ci est conforme à la présente prescription. Néanmoins, il est rappelé à l'exploitant que ce plan doit être réalisé tous les ans. Un nouveau plan à jour, comportant l'ensemble des informations précitées, doit en conséquence être effectué et transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un an.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

